

*Il y a une race d'hommes,
une race de dieux...*

Combien finalement doit l'Allemagne ?

Pindare, Néméennes, 6^e Ode.

L'actuelle dette publique peut être couverte à 97% avec ce que l'Allemagne doit à la Grèce rien que par les emprunts d'occupation.

Un cadeau de Noël pour Merkel....

Par Georges Lekakis, www.lekakis.com

qui présente le livre de Tzanetos Gouskos

Traduit avec autorisation, en français par A.Adonis

Parce que différents chiffres sont cités dernièrement à propos des dettes de l'Allemagne envers la Grèce, pour ce qui concerne les « prêts d'occupation », au pluriel car il ne s'agit pas que d'un seul, plusieurs commentateurs les sous-estiment en jouant chacun son propre jeu, pendant qu'une décision relative du conseil économique de l'Etat grec est en suspens, que j'ai choisi juste un petit chapitre du livre inédit écrit par Tzanetos Gouskos, le chercheur économiste de loin le plus fiable sur le sujet. Je vous le présente en faisant le vœu de voir son livre édité au plus tôt.

« Pour ce qui concerne la méthodologie d'évaluation et afin de ne pas contourner la pratique qui a été utilisée historiquement, il a été utilisé par analogie la méthode d'évaluation appliquée par la Banque de Grèce (BdG). Selon l'estimation de la BdG (1945) il en suit que des prêts ont été versés, d'une part à l'Allemagne, pour un total de 1,53 quadrillions de drachmes, ce qui correspond à 3.670.610 livres Sterling-Or, et d'autre part à l'Italie, pour un montant de 157.053 milliards de drachmes, ce qui correspond à 835.616 livres sterling-Or. Selon une estimation complémentaire qui réalisera la BdG en 1947, le montant en drachmes de 1,5 quadrillions sera adapté à l'indice de prix et par la suite découvert des effets d'inflation en conformité avec les nouvelles équivalences entre l'ancienne drachme inflationniste et la nouvelle drachme (1945). La BdG aboutit à un montant de 33,96309 milliards de drachmes et par la suite utilise l'équivalence avec le dollar (1 pour 149 en Nov. 1944), le montant atteint 227.940.201 \$, à répartir entre l'Allemagne (pour 215.662.040 \$) et l'Italie (pour 12.278.161\$).

Mais, regardons en détail les montants versés par la Grèce, pays occupé avec le pistolet à la tempe, à l'Allemagne nazie entre 1941 et 1944.

- A) Versements comptant en liquide : 2.355.579.126.315.486 drachmes. Ce montant, dé-inflationné sur la base des annuités mensuelles et l'augmentation de la circulation monétaire qu'ils provoquaient, correspondent, en valeur actuelle, à 15.044.057 livres Sterling-Or (en conformité avec les équivalences journalières avec la livre Sterling-Or et selon les données de la BdG, 1941-1944).

- B) Versements en produits (Compte clearing). Les prix d'échange de produits entre la Grèce et l'Allemagne étaient inscrits en valeur de 1938, en base monétaire constante, en conformité avec la monnaie officielle valide en Allemagne, le RM (ReichMark), où 1£ = 12,4 RM (1938). En accord avec les instructions de contrôle (n° décision 69884/17.4/'45) du ministre des Finances G. Mantzavinos et le rapport révisé du Directeur de la BdG, X .Zolotas, il en résulte que le compte clearing est en déficit, en faveur de l'Allemagne à hauteur de 929.328.391 RM, ce qui correspond à 74.945.838 livres Sterling-Or.
- C) Autres versements : Concernent des créances, en livres Sterling-Or, pour la période 1941-1944, citées dans le livre de P. Dertilis, 1964, qui sont :
- a. 34 milliards de drachmes pour le retrait des pièces et billets en monnaie RKK (Reich Kredit Kassen) d'une valeur de 782.428 livres Sterling-Or.
 - b. 41.513 Livres Sterling-Or pour mandats émis par la BdG pour la provision d'abris et gîtes militaires
 - c. 214.273 Livres Sterling-Or, pour le rachat de monnaie d'occupation (RM) jamais versée.
 - d. 2.640.000 livres Sterling-Or pour paiement de travaux exécutés pour le compte de l'armée d'occupation, mais qui sont comptabilisées sur le compte de l'Etat grec.
 - e. 20.000 livres Sterling-Or (au moins) d'une valeur d'avant-guerre, correspondant à la valeur de 28.597.673 kg de pièces de monnaie en argent (argent 50%, cuivre 40%, zinc 5%, Ni 5%). Ces pièces de monnaie ont été retirées de la circulation conformément à la loi A.N 2153/'41 et ont été vendus à des maisons Helvétiques et Allemandes 5 Deutsche Gold und Silber-Schideanstalt, Von Roessler –Frankfurt, et Main). En échange, les Allemands ont versé 104 Livres-Sterling-Or.
 - f. 5.500 Livres Sterling-Or (au moins) d'une valeur d'avant-guerre) correspondant
 - g. 986 livres Sterling-Or pour des montants détournés ou pris anormalement.
 - h. 13.256 livres Sterling-Or pour la réquisition de 91.502 kg de dépôt en Or qui se trouvait à la BdG, agence de Crète.
 - i. 95 livres Sterling Or pour la réquisition de 127 kg d'Argent, se trouvant à la BdG, agence de Crète.
 - j. 109 Livres Sterling-Or pour dédommagement de citoyens Allemands, conformément au décret 141/1941 et à la loi 353/1943.

La somme des montants ci-dessus atteint 3.716.248 livres Sterling-Or. 110 livres ont été rendues. Par conséquent la somme totale des capitaux concernant les retraits allemands se monte à 3.716.138 livres Sterling-Or. Par conséquent, la somme totale des capitaux versés par la Grèce à l'Allemagne, en liquide, produits et autres créances, est de 93.706.143 Livres Sterling-Or.

En accord avec les instructions de la BdG et selon le même taux de conversion (1£=58,75\$), le montant de 93.706.143 Livres Sterling-Or équivaut 5.505.584.724 \$ (valeur 1945).

Sur cette base, et en vue de déterminer la valeur actuelle des Prêts d'Occupation (PdO) on utilisera trois méthodes de capitalisation qui comprennent des critères d'acceptation forts au sein des pratiques internationales :

1^e méthode de calcul est celle « des intérêts simples »

Selon la méthode le montant initial de 5.505.584.724 dollars, avec un taux d'intérêts de 6% pendant 70 ans (2013-1944), donne une valeur actuelle (en 2013) de 332.340.255.297 \$, soit, avec un ratio de 1,34 entre dollar et euro (Nov. 2013), 240.552.429.326 euros. Le taux d'intérêt de 6% est le même que celui qui a été appliqué lors du prêt Allemagne-Grèce (1958), d'un montant de 200 millions de marks, d'une durée de 20 ans, et avec la logique selon laquelle les PdO étaient des prêts entre pays (« *Ils nous prêtaient avec notre argent...* », disait D. Mpatsis, une des victimes de la guerre froide, exécuté pour son franc parler). Cette évaluation de 240,5 milliards serait du même niveau si les PdO seraient considérés en tant qu'obligations de 10 ans, comme celles des Etats Unis par exemple qui offraient 6% d'intérêts.

2^e méthode selon les « dommages positifs et préjudices de conséquence ».

L'évaluation des PdO sur la base des intérêts simples, même si elle reflète leur valeur nominale courante, elle n'offre pas leur dimension réelle, étant donné qu'elle admet comme hypothèse un prêt sous des conditions normales d'obtention de prêt. Vraisemblablement lorsque quelqu'un investit ou prête sous des conditions normales, il espère quelque profit et sur la base de cette espérance est fondé le rendement du capital, qui comme nous savons, est proportionnel au risque qui accepte, qui, plus est grand plus le rendement escompté est grand (IRR si c'est un investissement, τ si c'est un prêt). Tout ceci est valable pour les cas où l'investisseur ou prêteur, par analogie, décide sous des « conditions de certitude », c'est-à-dire, il a le pouvoir discrétionnaire de prévoir et choisir entre des alternatives de change ou d'investissement avec comme règle le profit qui inclue réciprocité pour tous. Mais que se passe-t-il lorsque le prêt revêt un caractère obligatoire pour le prêteur, comme c'est le cas des PdO, avec comme résultat de le priver de sa survie ou bien son évolution, comme par exemple la survie de l'économie ou le développement lorsque le prêteur est un pays, et lorsque, du fait de la privation de ses capitaux le prêteur est obligé d'emprunter avec des conditions bien pires ? N'oublions pas que les PdO, excepté le fait qu'ils ont été consentis à l'Allemagne sans intérêts, la condition à laquelle ils ont été assortis, à savoir, de les rendre trois ans après en annuités mensuelles, n'a jamais été honoré. Au-delà de ceci, l'Allemagne a prêté 200 millions à la Grèce avec 6% d'intérêt. Par conséquent, quel rendement ou taux d'intérêt doit exiger la Grèce dans cette affaire des PdO ?

Inévitablement la Grèce doit exiger le rendement des capitaux qu'elle a disposé, qui, en situation de risque élevé, méritent un taux au moins 6% mais aussi les dommages supportés du fait du caractère obligatoire, qui dans le cas des PdO sont équivalents aux pertes économiques du fait de l'inflation pendant la période de référence (1941-1944). Par conséquent, si on considère que le dédommagement est couvert avec le remboursement du capital et des intérêts, dans le premier cas, la même logique doit s'appliquer dans le deuxième cas, du fait des conséquences du « caractère obligatoire » du prêt, qui correspond aux pertes, c'est-à-dire les retombées négatives sur l'économie (indirect loss of damage). Si à cette perte positive des PdO, soit 93.706.144 £, nous ajoutons la perte due à l'inflation, soit 27.452.262£, nous aboutissons au montant de 12.158.406 £ - Or, montant qui équivaut 7.118.507.320 (conformément à la même méthode de calcul selon l'indice de prix et la prise en compte de l'inflation qui a été appliqué par la BdG en 1945).

Donc, selon la même méthodologie de la 1ere méthode de calcul, nous aboutissons à :

Valeur actuelle (2013)

Capital initial = 7.118.507.320\$

Taux d'intérêts = 6%

Durée du Prêt = 70 ans

Montant de la dette : 416.773.436.823 \$

Avec l'équivalence euro/Dollar (Nov. 2013) de 1,34, le montant dû est de 311.024.952.853 €. Conformément à ce qui est dit, ci-dessus, l'exigence de la Grèce envers l'Allemagne, relative aux PdO ainsi qu'aux dommages subis par l'économie, du fait du caractère obligatoire, selon la méthode des dommages positifs et des préjudices de conséquence, atteint les 311 milliards d'euros.

3eme méthode de calcul, prenant en compte la contribution des PdO dans le PIB de l'Allemagne.

La méthode d'évaluation de la valeur actuelle des PdO, en relation avec leur contribution au PIB allemand, a été exprimée par l'historien allemand et analyste Albrecht Ritschl, et propose d'évaluer en proportion et en tant que contrepartie. C'est-à-dire la dette de l'Allemagne à l'égard de la Grèce est au même degré du bénéfice que l'Allemagne en a tiré du fait des ressources qu'elle a ôtée à la Grèce. Et parce que ceci est une quantité mesurable, nous pouvons arrêter à ces conclusions simplifiées mais bien recevables.

Pour attester de la contribution des PdO au PIB de l'Allemagne ont été pris en compte :

1. Le livre de P.Dertili, professeur d'économie ayant pour titre « Le produit national hellénique », « ...si nous tenons compte du fait que nous avons transfert de biens ou de valeurs ou en monnaie du pays occupé vers les forces d'occupation, c'est-à-dire, transfert d'économie vers une autre économie étrangère, alors nous avons toutes les caractéristiques de la dette extérieure, certes forcée mais néanmoins contractée ».
2. Le rapport (document n° 2125/16.11.42 de Hermann Neubacher, plénipotentiaire spécial du 3^e Reich pour les Balkans et chargé des affaires budgétaires pour la Grèce occupée : « la plus-value encaissée par l'Allemagne due aux importations de biens, en conformité avec les directives de la commission germano-italo-grecque, sera disposée pour a) couvrir les dépenses d'occupation de l'armée allemande, b) pour baisser les prix d'exportation des biens allemands.
3. Le rapport de la BdG (1947, X. Zolotas) : « Selon des informations de la commission établie par la décision no 69884 du 17.4.45 du ministère des affaires économiques, le montant négatif résultant des mouvement comptables du clearing, ne reflète même pas grossièrement la réalité, si nous tenons compte que les produits importés de l'Allemagne étaient consommés pour la quasi-totalité par les autorités militaires allemandes, que d'énormes quantités des produits grecs étaient exportés sans l'intermédiaire de clearing, que aucune analogie ne subsistait quant aux prix des produits échangés, en relation avec les prix de la période d'avant-guerre. Il faut reconnaître en faveur de la Grèce : actif de 929.328.391 RM ».

La contribution des PdO dans le PIB allemand est évidente et nous devons focaliser au bénéfice qui en a résulté pour l'économie allemande. A. Ritschl, en se référant aux PdO que l'Allemagne a reçu, entre autres, par la Grèce entre 1941 et 1944, propose aussi la méthode de calcul, ainsi que la

méthode de leur règlement : « ...qu'il soit calculé quel pourcentage du PIB du 3^e Reich représentaient les PdO en 1944. Après, qu'il soit calculé le même pourcentage au PIB d'aujourd'hui de l'Allemagne unifiée, et que ceci représente des PdO et, sur cette base, diminuer la dette actuelle grecque ».

Conformément à la proposition de A. Ritschl, en mettant en relation les montants des PdO et de l'économie allemande, nous pouvons estimer la contribution des premiers à la formation du PIB allemand actuel (2012). Sur ce point de vue, qui comprend des éléments de « réalisme » mais aussi de « réciprocité », s'est appuyé un analyste grec (EVALUATION A') et sur la base de la méthodologie qu'il a formulée, en opposant les montants des PdO, auxquels nous avons abouti, il en résulte que :

Résumé comparatif entre les estimations A(*) et B(**)

		Estimation A	Estimation B
1	PdO en dollars US, valeurs 1944	228.000.000	5.505.584.724
2	Indice des valeurs US 1944 avec base 1990 =1	0,134	0,134
3	=(1)/(2) Les PdO en dollars US, valeurs 1990	1.701.492.537	41.086.453.161
4	Le PIB allemand(1939) en dollars US, valeurs 1990	374.577.000.000	374.577.000.000
5	=(3)/(4) Les PdO en tant que partie du PIB allemand (1939)	0,454%	10,969%
6	PIB allemand (2012), en euros (€)	2.645.000.000.000	2.645.000.000.000
7	=(5)*(6) Les PdO en tant que partie constante du PIB allemand (2012) en euros (€)***	12.014.746.664	290.123.709.170

(*) Concerne l'approximation faite récemment (2013) par N. Christodoulakis dans son livre «ΑΓΟΣ ΑΠΛΗΡΩΤΟΝ», qui commençant avec comme base les 228 millions de dollars (il reprend les éléments de le BdG1944) fait erreur, les 288 millions est le total de la dette allemande et italienne. A l'Allemagne correspondent 215,62 millions de dollars, cependant la méthode de calcul reste identique. Le titre grec du livre est fort, sa traduction « souffrance non acquittée » ne reflète pas le sens, puisque celui-ci est lié à un acte qui peut être honteux pour une ville ou un Etat.

(**) Concerne l'approximation avec comme base les 5.505,58 million de dollars formulée un peu plus haut, conformément aux mêmes critères.

(***) Avec le paramétrage des données à l'année courante (2013), avec le plus haut PIB allemand de 0,7%, les montants s'adaptent à la valeur de 292 milliards d'euros.

En conclusion, en s'appuyant sur la proposition de A. Ritschl, de réduire la dette grecque aux dépens de l'économie allemande, il en résulte que les PdO ont contribué au PIB Allemand à hauteur de 292 milliards d'euros. Sur cette base l'Allemagne doit rendre cette partie du PIB et se charger de la diminution de la dette grecque pour un montant de 292 milliards euros. Vraisemblablement l'Allemagne, en mettant en doute la contribution des ressources grecques dans la formation de son PIB durant la période d'après-guerre, évoquera que celui-ci est le produit de l'efficacité du travail et des méthodes allemandes, caractéristiques de la race allemande. Cependant, ces points de vue se soustraient à la réalité, dans la mesure où l'Allemagne a bénéficié par la suite comme aucun autre pays allié, surtout de l'aide Américaine, où hormis les capitaux qui

lui ont été confiés pour le redressement de son économie, elle a bénéficié de l'occasion, du fait de la guerre froide, de reporter toute indemnisation (Traité de Londres 1953) qu'elle devait au titre des dommages qu'elle a causés aux pays qu'elle a pillé, surtout la Grèce. Ceci n'empêche pas la Grèce de pointer du doigt les stigmates de ce que l'Allemagne nazi lui a infligé.

La dette publique grecque est aujourd'hui de 320,4 milliards d'euros. Son remboursement selon la 2e et 3e méthode, de 311 et 292 milliards d'euros respectivement, peut être couvert à hauteur de 97% et 91% de la dette allemande envers la Grèce, due aux PdO, c'est à dire nous avons une diminution de la dette de 311 ou 292 milliards respectivement. Dans le premier cas la dette de la Grèce sera ramenée à 10 milliards et dans le second environ à 28 milliards d'euros. Cela correspond à une dette de 6% et de 9% du PIB grec. Cela signifie que l'Allemagne peut dépenser de 109 ou 102 milliards d'euros pour acheter des obligations de l'Etat grec d'une valeur nominale de 240 ou 292 milliards d'euros respectivement, selon l'exemple qui a été appliqué à l'Eurogroup (PSI 26/11/2012), quand il a été décidé le rachat d'obligations grecques pour 62 milliards, au prix de 35% de leur valeur.

Le PIB allemand (2012) atteint les 2.645 milliards d'euros. La dette allemande (2012) a atteint les 2166 milliards (81,9 %du PIB), tandis que le premier trimestre de 2013 a baissé à 2148 milliards d'euros, soit 81,2% du PIB.

Avec 0,7% (2013) de croissance allemande l'amortissement de la dette grecque alourdira le rapport Dette/PIB qu'elle présente actuellement. Ce ratio est supportable dans le cadre des traités européens et ne pose aucun problème à l'économie allemande. Par conséquent, dans le cadre de la conformité internationale, la Grèce doit appeler immédiatement l'Allemagne à honorer ses engagements, même chose que ce qu'elle dit pour la Grèce.

Si l'Allemagne refuse, la Grèce forte de l'alibi moral de faire de même, peut « refuser de payer la dette » sans qu'elle soit fautive.

C'est un extrait exclusif de l'étude de l'économiste et analyste historique Tzanetos Gouskos, qui fait partie de son livre en phase d'être publié, avec titre « La dette et notre dette ».